RAPPORTEUR : Monsieur Gérard PEROCHON

OBJET : Convention de projet multisite entre CAPC et EPF Poitou-Charentes relative à la création de trois zones d'activités économiques – Engagement d'une déclaration d'utilité publique

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa compétence économique, la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais (CAPC) a la charge de la « création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire ». Aussi, s'agissant d'un outil intéressant pour acquérir des ensembles fonciers sur le moyen terme, ou pour assurer le portage foncier de biens immobiliers importants, la collectivité a fait appel à l'établissement public foncier Poitou-Charentes (EPF PC) afin de mobiliser le foncier nécessaire à l'extension de la zone d'activités économiques « Les Varennes » à Availles-en-Châtelleraudais (11,2 ha), ainsi qu'à l'extension de celles dites « Les Bordes » (10,8 ha) et « L'Ormeau Artaud » (11,4 ha) à Naintré.

La signature de la convention de projet multisite entre la CAPC et l'EPF PC en date du 31 décembre 2009 a autorisé le démarrage de la phase d'acquisitions foncières, qui se poursuit à un rythme normal depuis. Cependant, devant les quelques propriétaires radicalement opposés à la cession de leurs terrains, l'EPF PC pressent que la totalité des parcelles ne pourra pas être acquise de manière amiable. Ces quelques refus constituent une minorité de blocage qui compromettent les aménagements dans leur globalité. L'EPF a proposé au comité de suivi de la convention d'envisager la procédure d'expropriation, pour disposer en premier lieu d'une déclaration d'utilité publique (DUP) qui permettra éventuellement d'engager les expropriations le moment venu, mais aussi pour inciter les propriétaires réfractaires à céder amiablement devant la menace de l'expropriation. La DUP constitue un moyen sûr pour atteindre les objectifs dont on ne peut priver l'EPF sans risquer de voir la mission se terminer inachevée. Aussi, il est demandé à l'EPF d'agir sans attendre pour mettre en œuvre le dossier de demande de DUP, tout en confirmant aux propriétaires la mise en œuvre de la procédure.

Considérant le délai maximal inhérent à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, il sera proposé au conseil communautaire d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de 2009 destiné à prolonger la mission de l'EPF de deux ans, afin de mettre en cohérence le calendrier de finalisation des acquisitions avec les délais procéduraux, et mettre à jour de manière marginale les périmètres d'intervention.

* * * * *

VU l'article L.11-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique relatifs à la déclaration d'utilité publique et à son enquête préalable,

VU l'article R.11-3 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique relatifs au contenu du dossier de demande de déclaration d'utilité publique et à la mise en œuvre d'une enquête préalable,

VU le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'établissement public foncier de Poitou-Charentes,

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS CHATELLERAUDAIS

Délibération du bureau prise par délégation

du 21 mai 2012

n°9

page 2/2

VU l'article 3, alinéa I.1.1 des statuts de la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais relatif à la compétence création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire,

VU la délibération du conseil communautaire n°5 du 28 juin 2010 déclarant d'intérêt communautaire la ZAE Les Varennes à Availles-en-Châtellerauld,

VU la délibération n°2 du conseil communautaire en date du 1^{er} février 2010 relative aux délégations du conseil communautaire au bureau,

VU la délibération n°9 du conseil communautaire en date du 19 décembre 2009 relative à l'adoption de la convention de projet multisite entre la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais et l'établissement public foncier Poitou-Charentes pour la création de trois zones d'activités économiques,

VU la convention de projet multisite entre la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais et l'établissement public foncier Poitou-Charentes relative à la création de trois zones d'activités économiques en date du 31 décembre 2009,

CONSIDERANT la nécessité de développer l'offre foncière à destination des entreprises sur le territoire intercommunal,

CONSIDERANT la nécessité d'obtenir une déclaration d'utilité publique pour chacun des projets de zone, afin d'envisager l'expropriation des terrains concernés par ces projets,

Le bureau, ayant délibéré, décide :

1) demande à l'établissement public foncier de Poitou-Charentes de solliciter pour le compte de la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais la déclaration d'utilité publique pour la constitution des réserves foncières nécessaires à la création de trois nouvelles zones d'activités économiques (Les Varennes à Availles-en-Châtellerauld, Les Bordes et l'Ormeau Artaud à Naintré) auprès du préfet de la Vienne, en vue d'engager l'expropriation des propriétaires opposés à la cession de leur(s) terrain(s). Chaque projet de zone d'activités fera l'objet d'une déclaration d'utilité publique distincte. La communauté d'agglomération du pays châtelleraudais sera co-bénéficiaire, avec le demandeur, de ces déclarations d'utilité publique,

2) donne tous pouvoirs à l'établissement pour mener les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles concernées pour les projets de zones d'activités pour lesquelles les négociations amiables n'ont pas donné de résultat.

3) autorise le Président, ou son représentant, à signer toute pièce relative à ce dossier.

UNANIMITE

Certifiée exécutoire
Par le président de la communauté d'agglomération
Transmis à la sous-préfecture, le 23/05/12, n° 3761
Publié au siège de la CAPC, le 23/05/12

Pour ampliation,
Pour le président et par délégation,
La responsable du service juridique
Emmanuelle ADAM